



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Centre d'études d'histoire de la Défense

Les Notes du CEHD

Crise, conflits et leur résolution – le cas macédonien

Crise, conflits et leur résolution – le cas macédonien¹

Guinka Dimova

Dans ma thèse, je formule une typologie nouvelle des conflits balkaniques. Ma méthode d'analyse consiste à énumérer et argumenter ces conflits, puis à les regrouper, en fonction de leur histoire, de leur durée, des étapes de leur évolution, des facteurs et des forces qui leurs sont propres, des tentatives de résolution, de leur état actuel et des perspectives éventuelles.

Je considère qu'il existe deux lignes européennes de conflits. La première va du Nord-Ouest au Sud-Est. Elle part de l'Irlande du Nord, passe par les Balkans et se prolonge vers le Proche Orient et le Koweït. L'autre ligne va du Nord-Est au Sud-Ouest, pour rejoindre elle aussi les Balkans qui peuvent être qualifiés de point d'intersection conflictuelle.

Dans un premier groupe, je différencie les conflits ethniques et ethnopolitiques. Dans l'un des cas, les ethnies ont traversé les phases de formation de la nation : une langue commune, une culture, une histoire, une conscience nationale et un État-nation voisin. Dans l'autre cas, les ethnies sont en train de former et de raffermir la conscience nationale.

Je classe ensuite les conflits selon l'élément religieux : soit deux religions différentes opposent les protagonistes, soit il s'agit de courants différents d'une même religion. Je traite ensuite les conflits qui germent dans la désintégration des fédérations étatiques multiethniques.

Il y a des conflits qui ont débuté avant la création des nations modernes (XVIII^e – XIX^e siècles), et d'autres qui ont commencé après la création de la conscience et de l'identité nationales, mais dans l'absence d'un État-nation. Un autre groupe de conflits est constitué de ceux qu'on observe lors des mouvements de changement du statut de la communauté ethnique. C'est le cas de la Bosnie. Suivent des conflits qui apparaissent dans le contexte des mouvements séparatistes et de lutte pour la création d'un nouvel État. Il existe aussi une différence entre les conflits qui commencent dans le cadre des empires et d'autres qui naissent dans des États multiethniques. D'autres conflits surviennent à la suite de l'échec d'une cohabitation ethnique et d'une organisation fédérale. C'est le cas de Chypre. Et finalement, on trouve une différence à l'origine des situations conflictuelles : il y a les conflits qui naissent au Moyen Âge et d'autres qui commencent au XIX^e siècle, suite à la conclusion de contrats internationaux.

Qu'est-ce que les Balkans ? Pourquoi parle-t-on de l'Europe du sud-est et des Balkans (des Balkans occidentaux) ?

D'un point de vue géographique, les Balkans sont constitués de la Moldavie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Turquie, de la Grèce, de l'Albanie et des pays de l'ex-Yougoslavie. Mais, suite à tous les problèmes apparus après la fin de la guerre froide, il y a eu une proposition bulgare pour introduire une nouvelle notion permettant de distinguer la zone de la péninsule balkanique qui n'était pas affectée par des conflits ethniques, de la zone de l'ex-Yougoslavie où la situation était tendue. C'est ainsi que l'on a commencé à parler de l'Europe du sud-est et des Balkans, ou encore des Balkans occidentaux. Les Balkans occidentaux sont constitués de tous les pays de l'ex-Yougoslavie (la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie et le Monténégro, la Macédoine) et de l'Albanie. Il y a trois grands problèmes dans les Balkans occidentaux.

Le Kosovo est aujourd'hui sous l'administration internationale de l'ONU. Le problème du Kosovo est que son statut reste indéterminé, et là est le danger car les Albanais veulent l'indépendance. Un autre point de vue intéressant est l'interprétation de la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette résolution devait servir de base pour une solution de la crise et du conflit dans la région. Selon elle, le Kosovo fait partie de la République Fédérale de Yougoslavie (RFY). Mais lorsqu'en 2002 celle-ci commence à exister comme une nouvelle

¹ Résumé de la conférence prononcée le 15 mai 2004. Guinka Dimova est doctorante à l'université Strasbourg III.

formation étatique (la Serbie et le Monténégro), le titulaire de la résolution disparaît car officiellement la République Fédérale de Yougoslavie n'existe plus.

Le deuxième problème concernant les Balkans occidentaux est celui du Monténégro. Le Monténégro ne veut pas vivre avec la Serbie, mais sous la pression de l'UE il a été obligé d'accepter une formule de compromis pour une union entre la Serbie et le Monténégro. En 2007, le Monténégro décidera s'il veut rester dans cette union ou pas. S'il quitte la Serbie, cela aura des répercussions car étant donné que la Serbie ne sera plus une fédération, elle ne pourra plus réclamer le Kosovo.

Le troisième problème est la Macédoine.

Deux organisations interviennent dans les Balkans occidentaux : ce sont l'OSCE et l'UE. Comment opèrent-elles ? L'OSCE intervient à travers *le Haut Commissaire pour les minorités nationales (HCMN)*. Il s'agit d'un instrument de diplomatie préventive, créé pour prévenir les conflits ethniques. Si un tel conflit éclate, il ne peut plus intervenir ; sa mission s'achève car il ne s'occupe que de la prévention : son rôle est la gestion du préconflit.

L'OSCE dispose aussi de *missions de longue durée (MLD)* uniquement composées de diplomates. En tout, il y a six MLD. En fait, l'OSCE est la seule organisation présente dans toutes les régions des Balkans occidentaux. Les missions les plus importantes sont en Bosnie-Herzégovine, en Croatie et au Kosovo. L'OSCE s'occupe des Balkans depuis 1992.

L'UE, elle, s'intéresse à la région à travers deux types d'instruments.

Les Accords de stabilisation et d'association (ASA) : il s'agit d'une formule proposée uniquement pour les pays des Balkans occidentaux. C'est une proposition de nouvelles relations contractuelles avec une perspective d'adhésion à long terme, mais à condition d'entreprendre des réformes structurelles profondes et d'instaurer une coopération au niveau régional. À ce jour, seuls deux accords ont été conclus : le 9 avril 2001 avec la Macédoine, l'autre avec la Croatie en octobre 2001. Il y a un troisième accord qui est en préparation, c'est celui avec l'Albanie.

Le deuxième instrument est *le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est* lancé au mois de juin (le 10 juin) 1999 (le jour même où l'OTAN arrêta ses frappes contre la Yougoslavie). L'idée de ce pacte est allemande.

Le Pacte comporte trois tables rondes. La première est la composante politique, ou la démocratisation des Balkans. La deuxième est le développement économique. La troisième est représentée par les questions de sécurité intérieure et extérieure.

La Macédoine : l'affirmation d'une identité nationale macédonienne demeure un combat, un demi siècle après la création d'une République fédérée de Macédoine au sein de la Yougoslavie socialiste, et dix ans après la proclamation de l'indépendance de celle-ci.

Le terme de Macédoine recouvre plusieurs réalités. Sans remonter aux souvenirs de la Macédoine antique, il désigne, aux époques modernes et contemporaines, une vaste région, aujourd'hui partagée entre la Bulgarie, la Grèce et la République anciennement yougoslave de Macédoine (FYROM). Il faut mentionner que c'est au cours de la période de l'entre-deux guerres que l'Internationale communiste décrète l'existence d'une « nation macédonienne ».

La Macédoine actuelle a au moins deux sortes de problèmes.

Le premier est que la Grèce conteste son nom et son drapeau. On peut se poser la question de la légitimité d'une telle contestation et se demander si la Macédoine, par son nom et son drapeau, menace réellement la Grèce. La réponse est non. En prenant comme drapeau le soleil d'Alexandre le Grand, le nouvel État entendait bien fonder une continuité entre une réalité territoriale – la Macédoine héritière géographique de la Macédoine antique – et un peuple, les Macédoniens slaves qui n'ont rien de commun avec les antiques Macédoniens. La Grèce refuse qu'un État puisse prendre le nom de Macédoine et le drapeau d'Alexandre, propriétés exclusives du patrimoine hellénique. En fait, tout cela s'est peut-être développé pour des raisons de politique intérieure. Finalement, la situation commence à se normaliser entre la

Grèce et la Macédoine en 1995, avec un accord prévoyant la reconnaissance de la Macédoine en échange d'une modification de son drapeau.

Le deuxième problème de la Macédoine, c'est le problème albanais. D'après le dernier recensement, il y a à peu près 26% d'Albanais en Macédoine. Les Albanais n'y sont pas maltraités. Ils sont majoritaires dans toute une région de la Macédoine ainsi qu'à Skopje. Pendant longtemps, ils ont demandé des réformes : que l'albanais soit reconnu comme une langue officielle ; avoir des universités où l'éducation sera en langue albanaise ; disposer d'une autonomie territoriale ; être reconnu comme un peuple constitutif de la Macédoine.

Leurs revendications n'ont pas été satisfaites. Les Albanais boycottent le recensement de 1994, pourtant supervisé par l'OSCE, qui évalue leur importance à 24% de la population de la Macédoine, alors qu'ils prétendent représenter 30 voire 40% de la population du pays et s'affirment majoritaires dans la capitale Skopje. En 2001, l'ALN (Armée de libération nationale) a occupé Tanuševci. Les Albanais disent qu'ils se battent pour obtenir des réformes politiques et non pour une sécession. Au bout de quelques semaines, ils contrôlaient environ 10% des territoires.

Mais la Macédoine n'a pas éclaté. Elle n'est pas tombée dans la guerre civile, car l'UE et l'OTAN sont intervenues. Et aucun pays n'a voulu déstabiliser la Macédoine en utilisant l'insurrection. Le 13 août 2001, l'accord d'Ohrid est signé, entre les grands partis macédoniens (slaves et albanais). Avec cet accord, la Macédoine a, en fait, accepté de faire des réformes : seize amendements sont acceptés et deux cents lois sont modifiées. L'accord d'Ohrid introduit le bilinguisme et l'albanais devient une langue officielle. Il introduit la décentralisation et aussi la laïcité – un statut égal est accordé aux religions orthodoxe, catholique et musulmane. Les Albanais ont droit de faire usage des emblèmes communautaires (par exemple le drapeau). En échange, l'Armée de libération nationale a été dissoute et l'UE a proposé une assistance de 300 millions d'euros.

L'accord d'Ohrid est appliqué, mais la survie de la Macédoine dépend du statut du Kosovo. Si le Kosovo devient indépendant, la Macédoine risque d'éclater. Et si elle éclate, la Bosnie-Herzégovine court le même risque. Il faut mentionner qu'il y a aussi des obstacles pour la mise en œuvre de cet accord. Il s'agit de l'opposition des slaves macédoniens. Le deuxième obstacle, c'est la corruption, difficile à gérer car il s'agit d'un phénomène culturel dont profitent et les Albanais et les Macédoniens. Le troisième obstacle, c'est que les communications interethniques deviennent presque impossibles. Et si la pression de l'UE et de l'OTAN cesse, l'accord d'Ohrid risque de ne pas s'appliquer et la Macédoine peut éclater.